



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 25 novembre 2020 — N° 146

Neuf heures quarante

**Président de l'Assemblée nationale :
M. François Paradis**

Partie 1
AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Vachon sur le sujet suivant : *Reconnaître le travail des brigadiers scolaires.*
- La députée de Hull sur le sujet suivant : *Souligner le 150^e anniversaire du Collège Saint-Joseph de Hull.*
- Le député de Chauveau sur le sujet suivant : *Hommage à M. Magella (Max) Oné Onti Gros-Louis.*
- Le député de Viau sur le sujet suivant : *Félicitations à Tribune Jeunesse de l'Institut du Nouveau Monde.*
- La députée de Charlevoix–Côte-de-Beaupré sur le sujet suivant : *Féliciter la municipalité de Saint-Irénée pour le premier prix dans le cadre du concours Inspiration MMQ en gestion des risques*
- Le député de René-Lévesque sur le sujet suivant : *Hommage aux policiers et policières.*
- La députée de Lotbinière-Frontenac sur le sujet suivant : *Hommage à M. Germain Nadeau.*
- La députée de Sherbrooke sur le sujet suivant : *Les 12 jours d'action contre les violences faites aux femmes.*
- Le député de Chapleau sur le sujet suivant : *Les Serres urbaines Notre-Dame.*
- Le député de Jacques-Cartier sur le sujet suivant : *Hommage à Mme Antoinette Scarano, ancienne présidente de l'Association libérale de Jacques-Cartier.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
 b) rapports de commissions
 c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2
AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 30
Loi visant la récupération de sommes dues à l'État
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et
président du Conseil du trésor le **14 juin 2019**
- 2) Projet de loi n° 49
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les
municipalités, la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale et
diverses dispositions législatives
Présenté par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation le
13 novembre 2019
- 3) Projet de loi n° 59
Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le
27 octobre 2020
- 4) Projet de loi n° 60
Loi modifiant la Loi sur la fonction publique et d'autres dispositions
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et
président du Conseil du trésor le **12 juin 2020**

- 5) Projet de loi n° 61
Loi visant la relance de l'économie du Québec et l'atténuation des conséquences de l'état d'urgence sanitaire déclaré le 13 mars 2020 en raison de la pandémie de la COVID-19
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 3 juin 2020
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 11 juin 2020
Reprise du débat ajourné au nom du député de La Pinière le **12 juin 2020**
- 6) Projet de loi n° 69
Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives
Présenté par la ministre de la Culture et des Communications le **29 octobre 2020**
- 7) Projet de loi n° 71
Loi sur les véhicules hors route
Présenté par le ministre des Transports le 22 octobre 2020
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le **12 novembre 2020**
- 8) Projet de loi n° 72
Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement des organismes du domaine de la sécurité publique
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le 21 octobre 2020
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le **12 novembre 2020**
- 9) Projet de loi n° 73
Loi modifiant diverses dispositions en matière de procréation assistée
Présenté par le ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux le **11 novembre 2020**
- 10) Projet de loi n° 75
Loi visant à améliorer l'accessibilité et l'efficacité de la justice, notamment pour répondre à des conséquences de la pandémie de la COVID-19
Présenté par le ministre de la Justice le **3 novembre 2020**

Étude détaillée en commission

11) Projet de loi n° 23

Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 18 avril 2019

Principe adopté le **19 septembre 2019**, et

Renvoyé à la Commission des finances publiques

12) Projet de loi n° 39

Loi établissant un nouveau mode de scrutin

Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l'Accès à l'information le 25 septembre 2019

Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 11 février 2020

Principe adopté le **8 octobre 2020**, et

Renvoyé à la Commission des institutions

13) Projet de loi n° 46

Loi modifiant la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et d'autres dispositions

Présenté par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le 14 novembre 2019

Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 24 septembre 2020

Principe adopté le **30 septembre 2020**, et

Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement

14) Projet de loi n° 64

Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels

Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l'Accès à l'information le 12 juin 2020

Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 30 septembre 2020

Principe adopté le **20 octobre 2020**, et

Renvoyé à la Commission des institutions

- 15) Projet de loi n° 65
Loi modifiant principalement la Loi sur la qualité de l'environnement en matière de consigne et de collecte sélective
Présenté par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le 24 septembre 2020
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 27 octobre 2020
Principe adopté le **11 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement
- 16) Projet de loi n° 66
Loi concernant l'accélération de certains projets d'infrastructure
Présenté par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor le 23 septembre 2020
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 28 octobre 2020
Principe adopté le **3 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 17) Projet de loi n° 67
Loi instaurant un nouveau régime d'aménagement dans les zones inondables des lacs et des cours d'eau, octroyant temporairement aux municipalités des pouvoirs visant à répondre à certains besoins et modifiant diverses dispositions
Présenté par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation le 30 septembre 2020
Principe adopté le **5 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 18) Projet de loi n° 68
Loi visant principalement à permettre l'établissement de régimes de retraite à prestations cibles
Présenté par le ministre des finances le 7 octobre 2020
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 4 novembre 2020
Principe adopté le **5 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

19) Projet de loi n° 70

Loi visant à protéger les personnes contre les thérapies de conversion dispensées pour changer leur orientation sexuelle, leur identité de genre ou leur expression de genre

Présenté par le ministre de la Justice le 22 octobre 2020

Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 10 novembre 2020

Principe adopté le **10 novembre 2020**, et

Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

20) Projet de loi n° 190

Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social

Présenté par la députée de Sherbrooke le **7 décembre 2018**

21) Projet de loi n° 191

Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin de prescrire la diffusion de renseignements relatifs à l'utilisation des sommes octroyées aux députés dans l'exercice de leurs fonctions

Présenté par le député de Gouin le **6 décembre 2018**

22) Projet de loi n° 192

Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction

Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 février 2019**

23) Projet de loi n° 193

Loi établissant un bouclier de protection budgétaire des services à l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse

Présenté par la députée de Joliette le **7 février 2019**

- 24) Projet de loi n° 194
Loi visant à assurer le respect des obligations du Québec relatives aux changements climatiques
Présenté par le député de Jonquière le **21 février 2019**
- 25) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin d'élargir la portée du droit au paiement des frais d'une assistance
Présenté par le député de Chomedey le **11 avril 2019**
- 26) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'instaurer le registre Passe-Sports visant à colliger les données sur l'état de santé des personnes âgées de moins de 18 ans à la suite d'une commotion cérébrale
Présenté par le député de Marquette le **11 avril 2019**
- 27) Projet de loi n° 197
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens
Présenté par le député de Chomedey le **9 avril 2019**
- 28) Projet de loi n° 198
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles
Présenté par le député de Rosemont le **9 mai 2019**
- 29) Projet de loi n° 199
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Présenté par la députée de Mercier le **25 septembre 2019**
- 30) Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **30 mai 2019**
- 31) Projet de loi n° 392
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **9 mai 2019**

- 32) Projet de loi n° 393
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **16 mai 2019**
- 33) Projet de loi n° 396
Loi modifiant le Code civil afin que l'action visant à réparer un préjudice corporel résultant d'une agression à caractère sexuel, de la violence subie pendant l'enfance ou de la violence d'un conjoint ou d'un ancien conjoint soit imprescriptible la vie durant de l'auteur de l'acte
Présenté par la députée de Sherbrooke le **12 juin 2019**
- 34) Projet de loi n° 397
Loi visant à renforcer l'encadrement du processus de sélection, de renouvellement de mandat et de destitution d'un directeur d'un corps de police municipal
Présenté par la députée de Vaudreuil le **14 novembre 2019**
- 35) Projet de loi n° 398
Loi proclamant la Journée québécoise de la démocratie
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **20 février 2020**
- 36) Projet de loi n° 399
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès
Présenté par le député de Pontiac le **5 novembre 2019**
- 37) Projet de loi n° 490
Loi instaurant l'électrification progressive du parc automobile québécois
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **26 septembre 2019**
- 38) Projet de loi n° 491
Loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire
Présenté par la députée de Rouyn-Noranda–Témiscamingue le **12 novembre 2020**

- 39) Projet de loi n°492
Loi sur le droit à la déconnexion
Présenté par le député d’Hochelaga-Maisonneuve le **3 juin 2020**
- 40) Projet de loi n° 493
Loi sur l’interculturalisme
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **30 octobre 2019**
- 41) Projet de loi n° 495
Loi autorisant la captation de sons et d’images lors des séances publiques d’un conseil municipal ou d’un conseil d’une communauté métropolitaine
Présenté par la députée de Verdun le **20 novembre 2019**
- 42) Projet de loi n° 496
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rosemont le **14 novembre 2019**
- 43) Projet de loi n° 497
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne dans le but de renforcer la protection des droits des personnes âgées et de créer la fonction de Protecteur des aînés
Présenté par le député de Rimouski le **4 décembre 2019**
- 44) Projet de loi n° 590
Loi modifiant la Charte de la langue française afin d’instaurer la gratuité des services d’enseignement du français pour toute personne qui réside au Québec
Présenté par le député de Jacques-Cartier le **4 décembre 2019**
- 45) Projet de loi n° 591
Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser dans quelles circonstances un employeur peut exiger pour l’accès à un emploi ou à un poste la connaissance d’une langue autre que la langue officielle
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **12 février 2020**
- 46) Projet de loi n° 594
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux
Présenté par le député de Pontiac le **26 mai 2020**

- 47) Projet de loi n° 595
Loi créant le registre des loyers
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 juin 2020**
- 48) Projet de loi n° 596
Loi instituant Pharma-Québec
Présenté par le député de Jean-Lesage le **15 septembre 2020**
- 49) Projet de loi n° 597
Loi visant à améliorer le soutien offert aux entrepreneurs et aux agriculteurs en matière de santé mentale
Présenté par le député de Nelligan le **10 juin 2020**
- 50) Projet de loi n° 598
Loi autorisant la vente, pour emporter ou livrer, de boissons alcooliques à base de spiritueux par le titulaire d'un permis d'alcool de restaurant pour vendre
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **12 juin 2020**
- 51) Projet de loi n° 599
Loi visant le respect de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **22 septembre 2020**
- 52) Projet de loi n° 690
Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser qu'elle s'applique aux entreprises privées qui exercent leurs activités dans un champ de compétence fédérale
Présenté par le député de Jean-Lesage le **24 septembre 2020**
- 53) Projet de loi n° 691
Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports afin d'assurer le maintien de services de transport aérien dans certaines régions du Québec
Présenté par le député de Mont-Royal–Outremont le **30 septembre 2020**
- 54) Projet de loi n° 692
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'interdire les batailles dans les activités sportives auxquelles des personnes de moins de 18 ans participent
Présenté par le député de Marquette le **21 octobre 2020**

- 55) Projet de loi n° 693
Loi modifiant la Loi électorale afin de prévenir et de combattre les violences
à caractère sexuel dans le cadre des activités politiques
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **22 octobre 2020**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 56) Projet de loi n° 209
Loi concernant la Ville de Saint-Tite
Présenté par le député de Maskinongé le **4 décembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

- 57) Projet de loi n° 214
Loi concernant la Ville de Sutton
Présenté par le député de Richmond le **12 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

- 58) Projet de loi n° 215
Loi concernant la Municipalité de Nominigüe
Présenté par la députée de Labelle le **12 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

- 59) Projet de loi n° 216
Loi modifiant la Loi concernant l'établissement d'un régime fiscal
particulier pour la Corporation de gestion du port de Baie-Comeau
Présenté par le député de René-Lévesque le **21 octobre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

60) Projet de loi n° 217

Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal

Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **11 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

61) Projet de loi n° 218

Loi concernant la Municipalité des Îles-de-la-Madeleine

Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **12 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

62) Projet de loi n° 219

Loi concernant un immeuble situé sur la rue University à Montréal

Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **11 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

63) Crédits supplémentaires n° 1 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2021 déposés par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor le **24 novembre 2020** et renvoyés pour étude en commission plénière

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

64) 24 novembre 2020
Motion du député de Nelligan

QUE l'Assemblée nationale reconnaisse que des milliers de petites et moyennes entreprises doivent présentement garder leurs portes fermées en raison des restrictions imposées pour les commerces en zone d'alerte maximale;

QU'elle reconnaisse que les entreprises ne se trouvant pas en zone d'alerte maximale, soit les zones jaune et orange, doivent aussi composer avec des réductions importantes de leur chiffre d'affaires;

QU'elle reconnaisse que les décisions gouvernementales ont un impact majeur sur les finances de nos PME québécoises;

QU'elle reconnaisse que les entreprises doivent notamment continuer d'assumer les frais fixes;

QU'elle prenne acte que les mesures d'aide proposées par le gouvernement caquiste font en sorte d'augmenter fortement le taux d'endettement des PME du Québec;

QU'elle dénonce que l'aide pour les commerces en zone d'alerte maximale ne soit pas offerte aux autres commerçants du Québec;

QU'elle dénonce les délais encourus par les entreprises du Québec qui attendent le décaissement relié aux mesures d'aide gouvernementales;

QU'enfin, l'Assemblée nationale exige du gouvernement du Québec qu'il mette sur pied avec diligence un contrat moral avec les PME du Québec, contrat incluant des mesures additionnelles d'aide directe et l'amélioration de la prévisibilité ainsi que de l'accessibilité de l'aide offerte aux entreprises

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion 2018-2019 et sur ses engagements financiers.
- Audition du Secrétariat du Conseil du trésor sur le Rapport d'application de la Loi sur l'administration publique.
- Audition du Curateur public sur le chapitre 6 du rapport de novembre 2019 du Vérificateur général du Québec intitulé « Protection des personnes inaptes sous régime public ».
- Audition du ministère des Transports du Québec sur le chapitre 2 du rapport de novembre 2019 du Vérificateur général du Québec intitulé « Activités du Centre de gestion de l'équipement roulant ».
- Audition sur le rapport spécial du Protecteur du citoyen intitulé « Donner accès au régime québécois d'assurance maladie aux enfants nés au Québec de parents au statut migratoire précaire ».

**COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES
RESSOURCES NATURELLES**

Mandat de l'Assemblée

- Examen du Plan stratégique 2020-2024 d'Hydro-Québec (mandat confié le 5 décembre 2019).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion de la Régie de l'énergie.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 67**, Loi instaurant un nouveau régime d'aménagement dans les zones inondables des lacs et des cours d'eau, octroyant temporairement aux municipalités des pouvoirs visant à répondre à certains besoins et modifiant diverses dispositions (mandat confié le 5 novembre 2020).
- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Saint-Tite (mandat confié le 4 décembre 2019).
- **Projet de loi n° 214**, Loi concernant la Ville de Sutton (mandat confié le 12 novembre 2020).
- **Projet de loi n° 215**, Loi concernant la Municipalité de Nominigüe (mandat confié le 12 novembre 2020).
- **Projet de loi n° 216**, Loi modifiant la Loi concernant l'établissement d'un régime fiscal particulier pour la Corporation de gestion du port de Baie-Comeau (mandat confié le 21 octobre 2020).
- **Projet de loi n° 218**, Loi concernant la Municipalité des Îles-de-la-Madeleine (mandat confié le 12 novembre 2020).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Entendre la Commission municipale du Québec.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 69**, Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives (mandat confié le 10 novembre 2020).

Mandat conféré par une loi

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

Mandat d'initiative

- Avenir des médias d'information.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 217**, Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archépiscopale catholique romaine de Montréal (mandat confié le 11 novembre 2020).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

- Débat sur la mise à jour économique présentée le 12 novembre 2020, conformément à la motion adoptée par l'Assemblée le 17 mars 2020 (mandat confié le 17 mars 2020).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 23**, Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (mandat confié le 19 septembre 2019).

- **Projet de loi n° 66**, Loi concernant l'accélération de certains projets d'infrastructure (mandat confié le 3 novembre 2020).
- **Projet de loi n° 68**, Loi visant principalement à permettre l'établissement de régimes de retraite à prestations cibles (mandat confié le 5 novembre 2020).
- **Projet de loi n° 219**, Loi concernant un immeuble situé sur la rue University à Montréal (mandat confié le 11 novembre 2020).

Mandat réglementaire

- Étude trimestrielle de la politique budgétaire du gouvernement et de l'évolution des finances publiques.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 75**, Loi visant à améliorer l'accessibilité et l'efficacité de la justice, notamment pour répondre à des conséquences de la pandémie de la COVID-19 (mandat confié le 11 novembre 2020).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 39**, Loi établissant un nouveau mode de scrutin (mandat confié le 8 octobre 2020).
- **Projet de loi n° 64**, Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels (mandat confié le 20 octobre 2020).

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 70**, Loi visant à protéger les personnes contre les thérapies de conversion dispensées pour changer leur orientation sexuelle, leur identité de genre ou leur expression de genre (mandat confié le 10 novembre 2020).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat réglementaire

Interpellation :

- De la cheffe du deuxième groupe d’opposition au ministre de la Santé et des Services sociaux sur le sujet suivant : *Les lacunes dans l'offre de service de soins de santé et services sociaux pour les peuples autochtones au Québec* (avis donné le 12 novembre 2020).

Mandat d’initiative

- L’augmentation préoccupante de la consommation de psychostimulants chez les enfants et les jeunes en lien avec le trouble déficitaire de l’attention avec hyperactivité (TDAH).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L’ENVIRONNEMENT

Mandat de l’Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 46**, Loi modifiant la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et d’autres dispositions (mandat confié le 30 septembre 2020).
- **Projet de loi n° 65**, Loi modifiant principalement la Loi sur la qualité de l’environnement en matière de consigne et de collecte sélective (mandat confié le 11 novembre 2020).

COMMISSION SPÉCIALE SUR L’EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS

Mandat de l’Assemblée

Consultations particulières :

- Établir un portrait de l’exploitation sexuelle des mineurs au Québec, y compris les conséquences sur le passage à la vie adulte (mandat confié le 14 juin 2019).

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

173) M. Gaudreault (Jonquière) – **8 octobre 2020**
Au ministre des Finances

Nous avons reçu le témoignage d'un citoyen mentionnant certaines particularités en lien avec des fonds négociés en bourse, des fonds mutuels et un fonds de pension à cotisations déterminées, particularités qu'il juge être des anomalies. Selon lui, certaines distributions de revenus (remboursements de capital, gains en capital et dividendes) ne seraient pas effectuées. Nous pouvons fournir tous les documents appuyant ces prétentions.

L'enjeu que nous voulons soumettre au ministre des Finances est celui de la transparence des maisons de courtage à escompte et des institutions financières. La réglementation actuelle permet à ces institutions d'afficher seulement certaines informations sur les relevés détaillés transmis aux investisseurs et aux retraités, ce qui rend plus difficile le suivi des différents mouvements de capitaux dans leurs comptes. Ainsi, des maisons de courtage à escompte et des institutions financières semblent pouvoir éviter d'afficher certains montants qui, souvent, seraient pertinents à connaître pour les investisseurs et les retraités. Cette situation est d'autant plus préoccupante qu'elle touche possiblement une grande quantité de personnes qui ne suivent pas de manière assidue l'évolution de leurs investissements ou de leur fonds de pension. Il n'est, par exemple, pas possible de connaître les détails quant à la distribution de revenus, qu'on parle de remboursements de capital, de gains en capital, de revenus d'intérêts de source canadienne ou de dividendes.

Compte tenu de cette situation, nos questions au ministre des Finances sont les suivantes :

Est-ce que le ministre des Finances s'engage à faire la lumière sur ces éléments en lien avec les fonds négociés en bourse, les fonds mutuels et les fonds de pension à cotisations déterminées?

Est-ce que le ministre des Finances s'engage à modifier la réglementation en vigueur pour améliorer la transparence des relevés émis par les maisons de courtage à escompte et les institutions financières, en les obligeant à afficher l'ensemble des mouvements de capitaux sur les relevés détaillés des investisseurs et des retraités?

175) Mme Ghazal (Mercier) – **22 octobre 2020**

Au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

L'organisme RightOn Canada et l'Association canadienne des médecins de l'environnement ont interpellé le premier ministre en lui envoyant une lettre en date du 21 septembre 2020, pour une deuxième fois depuis un an, afin de lui faire part de leurs préoccupations sur les agissements de l'Association internationale du chrysotile (AIC), un lobby de l'amiante enregistré au Québec comme organisme à but non lucratif. Je partage les préoccupations de ces experts et scientifiques et je veux vous en faire part.

Tout d'abord, aucun membre du conseil d'administration de l'AIC ne réside au Québec, ce qui est contraire à la Loi sur les compagnies. De plus, alors qu'il est aujourd'hui scientifiquement démontré que l'amiante est un produit cancérigène et qu'il a été banni dans une cinquantaine de pays, l'AIC en fait la promotion partout dans le monde comme étant un produit sécuritaire et qui peut être utilisé sous forme de ciment dans la construction de bâtiments, dont des écoles.

Rappelons aussi que la commission d'enquête du BAPE sur l'état des lieux et la gestion de l'amiante et des résidus miniers amiantés remis au gouvernement en juillet dernier, demande au gouvernement de prendre différentes mesures pour protéger la santé et la sécurité de la population contre les effets néfastes de l'amiante. De la même façon que nous voulons protéger notre population et les travailleurs du Québec, nous avons aussi l'obligation morale de protéger les populations dans les pays en voie de développement. Or, le fait que l'AIC, dont les membres ont des pratiques qui mettent en danger la santé et sécurité des populations les plus vulnérables dans le monde, soit associée au Québec en ayant son siège social ici, entache notre réputation à l'international.

L'AIC est enregistrée au Québec en tant qu'organisme à but non lucratif. Or, sur le site du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, il est clairement indiqué qu'un organisme à but non lucratif est un groupement de personnes physiques qui poursuivent un but à caractère moral ou altruiste et qui n'ont pas l'intention de faire des gains pécuniaires à partager entre les membres.

Si on observe les agissements de l'AIC, elle poursuit des objectifs qui ne sont ni altruistes ni moraux.

- Est-ce que vous ou un membre de votre cabinet avez déjà tenu des rencontres avec l'AIC ? Quelles sont les dates et quels sont les sujets de ces rencontres?
- Avez-vous l'intention d'ordonner la tenue d'une enquête administrative sur la conformité de la constitution de l'AIC en tant qu'organisme à but non lucratif en vertu de la Loi sur les compagnies ? Et si l'enquête démontre une non-conformité de l'AIC, allez-vous prendre les mesures judiciaires qui s'imposent?

177) Mme Lessard-Therrien (Rouyn-Noranda–Témiscamingue) – **28 octobre 2020**
Au ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs

Le 24 juillet dernier, le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) a annoncé la signature d'une entente de service avec Sécurité Nature. L'entente prévoit entre autres des modifications dans l'offre de cours des chasseurs et des chasseuses au Québec. Depuis le mois d'août 2020, les deux formations d'initiations à la chasse peuvent donc être suivies entièrement en ligne. L'examen pratique de tir à l'arc a également été aboli comme condition de réussite du cours d'initiation à la chasse avec arc ou arbalète.

Plusieurs intervenants et spécialistes de la chasse en Abitibi-Témiscamingue se disent préoccupés par les dispositions de ce nouvel encadrement. L'abolition de l'examen pratique de tir à l'arc, qui serait comparable à l'abolition des cours de conduite, risque d'avoir des conséquences dommageables. Par exemple :

1. L'augmentation du nombre de chasseurs inexpérimentés qui iront chasser sans être nécessairement prêts et pleinement qualifiés;
2. L'augmentation du nombre d'accidents et de blessures liés à une mauvaise utilisation des armes;
3. L'augmentation du nombre d'animaux abattus de la mauvaise façon ou blessés inutilement.

Mes questions au ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs sont les suivantes :

1. Quels sont les motifs derrière la décision d'abolir l'examen pratique de tir à l'arc?
2. Est-ce que des analyses ou des études ont été produites pour évaluer les impacts potentiels de cette décision, y compris les impacts anticipés sur le cheptel?
3. Est-ce que les communautés autochtones ont été consultées et impliquées dans le processus menant à cette décision?

178) M. LeBel (Rimouski) – **29 octobre 2020**
À la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation

Le 6 octobre 2020, les gouvernements du Canada et du Québec annoncent la conclusion d'une entente de près de 3,7 milliards \$, sur 10 ans en logement. Si nous reprenons les termes de cette entente, celle-ci « prévoit un financement fédéral total de 1,84 milliard \$ et implique également un engagement financier du Québec équivalent à celui du Canada pour les trois volets de l'Entente, soit:

- 272,25 M\$ pour le volet “Priorités du Québec”;
- 1,12 milliard \$ pour le volet “Initiative canadienne de logement communautaire”;
- 454,3 M\$ pour le volet “Allocation canadienne pour le logement”. »

Nous comprenons que l'objectif commun de cette entente est de réduire le nombre de ménages ayant des besoins en matière de logement, nous aimerions cependant éclaircir les points suivants :

- Avec les 272,25 M\$, comment le gouvernement du Québec entend-il, « selon des Priorités du Québec », ventiler ces sommes et dans le but de créer combien de logements sociaux supplémentaires à ceux qui avaient déjà été annoncés?

- Considérant que la Stratégie nationale sur le logement du gouvernement du Canada avait été développée sur la base d'une analyse comparative entre les sexes plus (ACS+), s'inscrivait dans le Plan fédéral pour l'égalité entre les sexes et donc avait permis à ce que 25 % des sommes associées à la Stratégie soient dédiées à des projets ciblant les besoins particuliers des femmes, des filles et leurs familles, est-ce que ces cibles demeureront dans les priorités établies par le Québec? Si oui, comment les sommes seront-elles attribuées et réaliserez-vous une analyse différenciée selon les sexes dans une perspective intersectionnelle (ADS+) dans les programmes, politiques et actions découlant de ces sommes pour le logement social?

179) Mme Lessard-Therrien (Rouyn-Noranda–Témiscamingue) – **3 novembre 2020**
Au ministre des Transports

Lors de rencontres que j'ai tenues avec des municipalités de ma circonscription, deux enjeux principaux ont été soulevés en ce qui a trait au réseau de transport : l'aide financière insuffisante pour l'entretien des routes locales et des préoccupations concernant la sécurité dans certains secteurs.

Depuis le transfert en 1993 des responsabilités en matière de voirie locale du ministère des Transports (MTQ) aux municipalités, l'absence d'indexation des montants prévue au Programme de voirie locale, à l'exception d'un investissement lors du budget 2018, a fragilisé le maintien du réseau routier local. Le défi est d'autant plus grand en région où les municipalités rurales ont de la difficulté à bénéficier du programme, notamment en raison de la compétition avec les besoins des plus grandes villes. Pour certaines petites municipalités, cette enveloppe est la seule aide disponible pour l'entretien de leur réseau routier.

De plus, le réseau du Ministère traverse les municipalités locales et par le fait même, ces milieux de vie où se côtoient différents usages ; milieu scolaire, services de proximité, secteurs résidentiels, etc. C'est dans ces milieux où se trouvent les usagers les plus vulnérables (piétons et cyclistes) que se développe parfois un sentiment d'insécurité. Certaines municipalités de ma circonscription ont fait des démarches auprès du Ministère, parfois pour faire diminuer la vitesse maximale permise, pour faire ajouter un passage piétonnier ou une balise. Dans certains cas, le Ministère a répondu que l'environnement routier était aux normes et qu'aucune intervention n'était donc nécessaire. Je constate donc, M. le Ministre, qu'il y a parfois un clivage entre les normes de Transports Québec et le sentiment vécu sur le terrain.

Mes questions sont les suivantes :

1. Est-ce qu'un rehaussement significatif du budget du Programme de voirie locale est prévu et quel soutien envisagez-vous pour soutenir les municipalités dans l'entretien de leur réseau routier ?
2. Quelles actions sont possibles pour améliorer le sentiment de sécurité des usagers dans les milieux de vie lorsque votre Ministère évalue qu'il n'y a pas de problématique de sécurité ?

180) M. Roy (Bonaventure) – **12 novembre 2020**
Au ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs

Après avoir annoncé un budget spécial pour transporter le bois à Windsor et payé un intégrateur à court terme dans les Laurentides, le ministre a reçu, à son bureau, le bilan d'une année de comités, de discussions et de rapports. De toute évidence, les mesures n'ont donné aucun résultat; la région subit toujours les conséquences de la fermeture de l'usine Fortress.

À quel moment le ministre va-t-il répondre aux besoins criants de l'industrie dans les Laurentides et en Outaouais? Est-ce qu'il entend gérer la réforme du régime forestier de crise en crise et de comité en comité?

181) M. Roy (Bonaventure) – **12 novembre 2020**
Au ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs

Après avoir demandé aux aménagistes de planifier, d'ici décembre, 300 % de secteurs, sans tenir compte des besoins de l'industrie forestière, le ministre croit-il qu'il aura réglé le problème concernant la prévisibilité, essentielle aux investissements dans le secteur forestier et à la reprise économique?

À quand la nécessaire réforme pour un aménagement forestier performant, en lien avec la réalité sur le terrain, respectant les entrepreneurs forestiers, qui réponde aux besoins de nos régions et qui tienne compte de leurs spécificités?

182) M. LeBel (Rimouski) – **24 novembre 2020**
Au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Le 15 novembre dernier, le ministre de la Santé et des Services sociaux ainsi que la ministre responsable des Aînés et des Proches aidants annonçaient des investissements additionnels de 100 M\$ pour la prochaine année et de 65 M\$ pour les cinq années suivantes, sommes devant servir à bonifier les services et les soins à domicile. De ces montants, environ 10 M\$ seront consacrés à bonifier les conditions des travailleurs du secteur. Le taux horaire minimum étant actuellement à 14,25 \$, il passera ainsi à 16 \$.

Cette augmentation de 1,75 \$ de l'heure est un premier pas, mais il est important de rappeler que l'écart de salaire entre le public et le privé pour le même travail de préposé aux bénéficiaires est important; cela entraîne, depuis des années, des problèmes quant à la disponibilité de la main-d'œuvre. En effet, un préposé aux bénéficiaires en CHSLD ou en milieu hospitalier gagne désormais 20,55 \$ l'heure au premier échelon, compte tenu des récentes augmentations accordées.

Pour le bien-être des personnes âgées, des personnes malades, de celles devant composer avec un handicap ponctuel ou permanent ainsi que des personnes proches aidantes, il faut impérativement trouver une façon de réduire cet important écart de salaire entre les travailleurs essentiels du public et ceux du privé. En ce sens, le député de Rimouski a demandé à maintes reprises la mise en place d'un décret de convention collective, afin qu'on puisse légiférer sur les conditions des travailleurs du secteur des soins à domicile.

Nous souhaitons donc adresser au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale les questions suivantes :

- Le ministre va-t-il rapidement mettre en place un décret de convention collective pour fixer les conditions de travail minimales – c'est-à-dire à hauteur de celles des travailleurs du public – des préposés à domicile et en hébergement privé? Peut-on espérer ce décret pour 2021?
- En entrevue, l'attaché de presse du ministre a déclaré « [...] que différentes pistes sont explorées. Le rehaussement des conditions de travail est important pour les salariés dévoués de ces secteurs. Il faut s'assurer d'analyser les différents véhicules à notre disposition pour le faire ». Serait-il possible de connaître ces différents véhicules, les cibles quant au rehaussement des conditions de travail de ces préposés, ainsi que l'échéancier prévu?

- 183) Mme Melançon (Verdun) – **24 novembre 2020**
À la ministre de la Culture et des Communications

Quelles sont les sommes déboursées par le ministère de la Culture et des Communications depuis le 10 mars 2020 pour soutenir les artistes dans le cadre du programme Culture à l'école et quels en sont les bénéficiaires?

Combien d'élèves ont été touchés par la mesure, ventilé par région et par niveau scolaire?

Combien d'écoles ont été visitées, par région?

Combien d'artistes différents ont participé à la mesure, le tout, par région?

Combien d'argent a été investi pour faire la promotion de la mesure auprès des artistes?

Combien d'argent a été investi pour faire la promotion de la mesure auprès des écoles?

- 184) M. Fontecilla (Laurier-Dorion) – **24 novembre 2020**
À la ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration

Dans le cadre du programme de parrainage collectif de réfugié.es, de nombreux.ses citoyen.nes et résident.es québécois.es passent par des organismes pour parrainer des personnes réfugiées en s'engageant à faciliter leur intégration et assumer des frais liés à leur établissement.

Ce programme a connu des ratés durant le dernier dépôt des candidatures en janvier dernier.

Le 28 octobre, la ministre a mis fin à une tradition de collaboration entre le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration et les organismes de parrainage. La ministre a jeté le discrédit sur l'ensemble des organismes et groupes de parrainage de personnes réfugiées du Québec et a décidé d'exclure tous les organismes du programme de parrainage collectif pour l'année 2021. Cette décision contribuera à allonger des délais déjà trop longs.

Mes questions pour la ministre :

- Quels gestes la ministre posera pour renouer le dialogue et tenir compte des besoins des personnes réfugiées dans le cadre du programme de parrainage?
- Pourquoi interdire à tous les organismes de parrainage de déposer des demandes en 2021, quand seuls quelques organismes sont sous enquête?

185) M. Leduc (Hochelaga-Maisonneuve) – **24 novembre 2020**
Au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Le Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 prévoyait de hausser les prestations de tous les programmes d'aide financière de dernier recours jusqu'à un certain pourcentage de la Mesure du panier de consommation (MPC), soit 55,1 % à l'Aide sociale, 77,6 % à la Solidarité sociale, et 90,1 % à la Solidarité sociale 66/72.

Or, Statistique Canada vient de réviser la MPC de sorte que le montant nécessaire pour assurer la couverture des besoins de base d'une personne vivant seule à Montréal est passé de 17 820 \$ à 20 080 \$ (base de 2018).

Dans ce contexte, les pourcentages de couverture de la MPC de ces différents programmes n'est évidemment plus la même.

Mes questions pour le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale sont les suivantes:

- Le ministre entend-il ajuster les montants des prestations versées dans le cadre de ces programmes de façon à maintenir les pourcentages de couverture de la MPC prévus?
- Dans la négative, le ministre peut-il expliquer en quoi ces pourcentages de couverture étaient initialement jugés pertinents, mais ne le seraient plus maintenant?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

aa) Loi sur l'Institut de technologie agroalimentaire du Québec – *ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation*